

**CONVENTION RELATIVE A L'ACCES DES AGENTS
DU POLE ALSACE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES ARTS
AU RESTAURANT DE L'AMICALE DU PERSONNEL
DE LA VILLE DE MULHOUSE
ET DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION**

Entre :

Le Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts, ci-après dénommé « le Pôle », représenté par son Président, Monsieur Daniel PAYOT, d'une part

Et

L'Amicale du personnel de la Ville de Mulhouse et de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), sise 38, rue Engel Dollfus - 68100 Mulhouse, ci-après dénommée « L'Amicale », représentée par, son Président, Monsieur François KLEIBER, d'autre part

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles les agents affectés au Pôle pourront accéder au restaurant de l'Amicale à compter du 1^{er} octobre 2011.

Article 2 : Accès au restaurant du personnel

Les agents du Pôle intervenant à Mulhouse sont autorisés à prendre leur repas de midi, du lundi au vendredi, de 11h30 à 13h30, au restaurant de l'Amicale.

Article 3 : Tarification des repas

Les agents paient leur repas grâce à un ticket repas en vente au secrétariat de l'Amicale.

Le Pôle prend directement en charge une partie du montant du ticket repas à hauteur de 1,15 € au titre de la subvention prévue par la circulaire DGAFP - FP/4 et DB-2B n°256 du 15 juin 1998 relative aux dispositions applicables aux agents des administrations centrales et déconcentrées de l'Etat en matière de prestations d'action sociale à réglementation commune.

Ce montant pourra être réévalué en cas de révision par l'Etat des taux applicables à ces prestations.

En conséquence, le montant restant à la charge des agents est de 4,25 € par ticket.

Les agents pourront, par ailleurs, acheter des tickets boissons, suppléments ou repas extérieurs dans les conditions fixées par l'Amicale. Ces tickets ne feront l'objet d'aucune participation financière du Pôle.

Tous les prix mentionnés dans ce document s'entendent T.T.C.

Article 4 : Prestations comprises dans le ticket repas

Un ticket repas donne droit à un repas composé de trois plats dont un plat garni :

- hors d'œuvre,
- plat garni,
- fromage ou dessert,
- pain et eau ordinaire étant à disposition à volonté.

Article 5 : Modalités de la participation financière du Pôle

L'Amicale s'engage à établir et transmettre trimestriellement au Pôle une facture faisant état du nombre de repas servis ouvrant droit au versement de la participation financière du Pôle.

Article 6 : Versement de la participation financière du Pôle

Les sommes dues seront ordonnancées par le Pôle à réception des états trimestriels cités à l'article 5 ; les versements sont portés par le comptable assignataire sur le compte de l'Amicale mentionné ci-après :

Organisme : Caisse d'Epargne
Code banque : 16705
Code guichet : 09017
N° de compte : 04751241515
Clé RIB : 47
Intitulé du compte : rest. personnel ville Mulhouse

Un relevé d'identité bancaire ou postal devra obligatoirement être joint au premier paiement et lors de toute modification dans les coordonnées de l'Amicale.

Article 7 : Responsabilité et assurance

L'Amicale déclare que le traiteur est normalement assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour sa responsabilité civile et, en particulier, pour les risques d'intoxication alimentaire.

Article 8 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention, prenant effet à compter du 1^{er} octobre 2011, est conclue pour une durée de 3 ans.
La décision de reconduction fait l'objet d'une décision expresse du Pôle notifiée au moins trois mois avant l'échéance de la présente convention.

Article 10 : Dénonciation de la convention

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans le respect d'un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée avec avis de réception, sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée.

Fait en double exemplaire, à Mulhouse le 3 octobre 2011

Pour le Pôle Alsace d'enseignement
supérieur des arts,
Le Président,

Daniel PAYOT

Pour l'Amicale du personnel
de la Ville de Mulhouse et de m2A,
Le Président,

François KLEIBER

**PROJET - CONVENTION D'ADMISSION TRIPARTITE
DANS UN RESTAURANT**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Nom
Forme sociale (*Pour les entreprises*)
Capital social (*Pour les entreprises*)
Adresse du siège
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Sous le N°..... (*Pour les entreprises*)

Représentée par (*Nom*) en qualité de (...)
Dûment habilité

Ci-après dénommée la « **Société Cliente Adhérente** »

D'UNE PART,

La Société (...)
Domiciliée (...)

Représentée par (*Nom*) en qualité de (...)
Dûment habilité

Ci-après dénommée la « **Société Accueillante** »

DE DEUXIEME PART,

ET

Reprendre les coordonnées du Prestataire signataire dans la rubrique « Identification de la société de la Division », prestataire de restauration.

Ci-après dénommée le « **Prestataire** »

DE TROISIEME PART

EXPOSE LIMINAIRE

La **Société Accueillante** organise un service de restauration à destination de son personnel dans son établissement de

Le **Prestataire** en assure la fourniture extérieure de repas en vertu d'un contrat de restauration en date du

L'**Adhérente** exerce ses activités à proximité de cet établissement. Elle ne dispose pas d'installation de restauration dont pourrait bénéficier son propre personnel. Elle souhaite que son personnel puisse bénéficier des installations de restauration de la **Société Accueillante** pour assurer la fourniture de repas destinés à son personnel.

Il est précisé que l'**Adhérente** déclare percevoir la Taxe sur la Valeur Ajoutée des recettes remises par les convives ayant droit au restaurant, suivant le régime des restaurants d'entreprises dans les conditions définies par l'article 85 bis Annexe III du Code Général des Impôts.

Les parties se sont rapprochées et ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités selon lesquelles les membres du personnel de l'**Adhérente** bénéficieront des installations de la cuisine et du service de restauration organisé par la **Société Accueillante**.

ARTICLE II - UTILISATION DES LOCAUX DE RESTAURATION

L'**Adhérente** pourra bénéficier des installations du restaurant de la **Société Accueillante** pour assurer la fourniture de repas destinés à son personnel.

En contrepartie, la **Société Accueillante** percevra une redevance d'utilisation des locaux et du matériel de cuisine correspondant à une participation aux charges d'exploitation qu'elle supporte.

Cette redevance d'utilisation est fixée à € HT/couvert (TVA au taux de 19,6% au jour de la signature des présentes).

VARIANTE 1 (le Client signataire facture la Société Cliente Adhérente)

Cette redevance sera facturée en fin de mois d'utilisation par la **Société Accueillante** à l'**Adhérente**, sur la base du nombre de repas servis au personnel de l'**Adhérente**.

VARIANTE 2 (la Société Accueillante mandate le Prestataire pour facturer la redevance auprès de l'Adhérente)

La **Société Accueillante** donne mandat au **Prestataire** qui accepte, de facturer en son nom et pour son compte, la redevance auprès de l'**Adhérente**.

Cette redevance sera facturée en fin de mois par le **Prestataire** à l'**Adhérente**, sur la base du nombre de repas servis à son personnel.

Le **Prestataire** s'engage à reverser les sommes encaissées par elle en vertu des présentes dans les 15 jours suivants la fin de chaque semestre civil.

Sa responsabilité, à l'occasion de son mandat, étant celle définie aux articles 1984 et suivants du Code Civil, la Société Accueillante conservant la charge du recouvrement des créances impayées, après information par le Prestataire de toute défaillance de paiement avérée de l'Adhèrent.

La redevance est payable à réception de facture.

ARTICLE III - COMMISSION DES USAGERS

Le fonctionnement du restaurant d'entreprise de la Société Accueillante est contrôlé par une commission regroupant de représentants de l'entreprise et de représentants des convives conformément à l'article 85 bis Annexe III du Code Général des Impôts.

L'Adhèrent y participera. Pour ce faire, elle transmettra à la Société Accueillante dans les meilleurs délais, les noms de ses représentants et ceux des représentants de ses salariés.

ARTICLE IV - FOURNITURE DE REPAS

Par les présentes, l'Adhèrent adhère à l'ensemble des dispositions du contrat de restauration de(titre), conclu le(date) entre la Société Accueillante et le Prestataire.

Le Prestataire assure donc la production des repas correspondants, et les facturera directement à l'Adhèrent, dans les conditions du dit contrat à compléter du(date). Cette mission sera exécutée par le Prestataire aux conditions du contrat de restauration susvisé que l'Adhèrent déclare parfaitement connaître.

ARTICLE V - REGLES DE FONCTIONNEMENT ET SERVICE DES REPAS

L'Adhèrent déclare avoir pris connaissance des règles de fonctionnement du restaurant et du contrat de restauration susvisé. Elle s'engage à les respecter dans leur intégralité et à les faire respecter par son personnel.

5.1 - Horaires

A dater de la signature de la présente convention, le restaurant est ouvert aux membres du personnel de l'Adhèrent de (. H .) à (. H .), tous les jours de la semaine, à l'exception des Samedis, Dimanches et jours fériés et des jours de fermeture de la Société Cliente Signataire du Contrat

5.2 - Service

Le restaurant de la Société Accueillante fonctionne selon le principe du self-service avec débarrassage par les convives. L'Adhèrent pourra envoyer au restaurant jusqu'à _____ personnes par jour.

Les repas sont délivrés aux convives appartenant à l'Adhèrent sur présentation de leur badge individuel.

Ces badges sont remis par l'Adhèrent, à qui le Prestataire les aura fournis moyennant paiement d'une contribution aux frais liés à l'établissement desdits badges égale à (...).

Les badges permettent d'effectuer un comptage exact du nombre de repas servis, ainsi que le règlement par les convives de leur quote-part du prix total du repas.

5.3 - Identité

Pour ce faire, l'Adhèrent charge le Prestataire qui accepte, d'encaisser en son nom et pour son compte les sommes remises par les convives en contrepartie du crédit de leur compte badge personnalisé, et de conserver lesdites sommes à titre d'acompte sur facture. Les modalités de ce mandat sont indiquées à l'article VII des conditions générales du Contrat. Le Prestataire communiquera mensuellement à la Société Accueillante, et à l'Adhèrent, le nombre d'admissions enregistrées par cette dernière.

Les membres du personnel de l'Adhèrent sont tenus de faire preuve de leur appartenance au moment de leur passage à la caisse du restaurant. En outre, l'Adhèrent s'engage à ne délivrer aucun titre d'accès au restaurant à toute personne étrangère à son personnel, sous réserve d'un nombre marginal de convives invités dûment identifiés comme tels. Les parties précisent que tout redressement fiscal éventuel, lié à la présence d'un nombre excessif de convives extérieurs, sera mis à la charge de l'Adhèrent.

ARTICLE VI - REVISION DE PRIX ET REGLEMENT DES FACTURES

6.1 - Prix

Les prix de vente des différents composants des repas fournis par le Prestataire à l'Adhèrent à la date de prise d'effet de la présente convention sont les suivants :

Conformément au Contrat, les prix actualisés à la date d'entrée en vigueur des présentes sont :

6.1 - Coût Alimentaire

A compléter

6.2 - Frais fixes

A compléter

6.1 Coûts alimentaires

Les coûts alimentaires, sont les suivants :

6.1.1 - Hors d'oeuvre, fromages, desserts

- catégorie 1 : € HT, soit € TTC*

- catégorie 2 : € HT, soit € TTC*

- catégorie 3 : € HT, soit € TTC*

6.1.2 - Plats principaux

- catégorie 1 : € HT soit € TTC*

- catégorie 2 : € HT soit € TTC*

- catégorie 3 : € HT soit € TTC*

6.1.3 - Le prix de vente des boissons contractuelles est fixé :
de € HT à € HT, soit de € TTC* à € TTC*,

6.1.4 - Le prix de vente du café est fixé à € HT, soit € TTC*,

6.1.5 - Le prix de vente des légumes seuls est fixé à :
..... € HT, soit € TTC*

6.2 Coûts fixes

VARIANTE 1 (le Prestataire facture une masse mensuelle forfaitaire de frais fixes)

La masse forfaitaire des frais fixes (frais de personnel, frais généraux, d'exploitation, de gestion et la rémunération) est facturée chaque mois suivant la tranche considérée :

Tranche 1 : De ... à ... repas/mois : € HT, soit € TTC*,

Tranche 2 : De ... à ... repas/mois : € HT, soit € TTC*,

VARIANTE 1 Bis (le Prestataire facture un ticket d'admission au repas)

Le montant forfaitaire des frais fixes (frais de personnel, frais généraux, d'exploitation, de gestion et la rémunération) est facturé chaque mois au repas suivant la tranche considérée :

Tranche 1 : De ... à ... repas/mois : € HT/repas, soit € TTC*,

Tranche 2 : De ... à ... repas/mois : € HT/repas, soit € TTC*,

VARIANTE 2 Prix du repas forfaitaire en fonction de la fréquentation tel qu'indiqué au 6.2

6.1 Les prix des repas sont fixés par tranches mensuelles de fréquentation :

6.2 Les tranches sont définies comme suit :

Tranche 1 : De ... à ... repas/mois : € HT, soit € TTC*,

Tranche 2 : De ... à ... repas/mois : € HT, soit € TTC*,

*(TVA 5,5%)

6.3 Prestations particulières

Les prestations particulières seront facturées conformément aux devis préalablement acceptés par l'Adhérent.

6.4 Taux de TVA

Le prix hors taxe des prestations du Prestataire sera majoré de la TVA au taux applicable le jour de leur facturation, le Prestataire s'engageant sur le montant H.T. des prix de repas.

6.5 Indexation des prix

Reprendre la clause de révision du contrat principal conclu avec l'Accueillante

6.6 Règlement des factures

A compléter impérativement (cf. Tableau des conditions financières contractuelles)

VARIANTE 1

Les factures sont payables par prélèvement dans un délai de jours à compter de l'émission de la facture.

VARIANTE 2

Les factures sont payables par virement bancaire dans un délai de jours à compter de l'émission de la facture.

VARIANTE 3

Les factures sont payables par virement commercial dans un délai de jours à compter de l'émission de la facture.

VARIANTE 4

Par dérogation à l'article 5.4 des Conditions Générales, les factures sont payables par chèque dans un délai de jours à compter de l'émission de la facture.

ARTICLE VII - ASSURANCES

Le Prestataire fait garantir par une Compagnie d'Assurance notoirement solvable, sa Responsabilité Civile, pour le cas où elle serait recherchée et engagée à l'occasion et/ou du fait de l'exécution du Contrat et notamment en cas d'intoxication alimentaire pouvant survenir du fait de son exploitation.

L'Adhérente s'engage à faire garantir par une Compagnie d'assurance notoirement solvable, sa Responsabilité Civile, pour le cas où elle serait recherchée et engagée du fait de son personnel accédant au restaurant, à l'occasion et/ou du fait de l'exécution de la présente convention.

L'Adhérente s'engage à conserver la charge de tous dommages subis par son propre personnel du fait de l'exécution des présentes dans le cas où sa responsabilité serait recherchée et engagée ; elle s'engage en conséquence à renoncer et à faire renoncer ses assureurs aux recours qu'ils seraient en droit d'exercer en ce cas contre la Société Accueillante et ses assureurs.

ARTICLE VIII - DUREE - RESILIATION

La présente convention prend effet le

Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Il peut y être mis fin à tout moment moyennant un préavis d'un mois et ce sans qu'aucun dommage et intérêt ne puisse être exigé de ce fait, la présente convention ayant un caractère précaire.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, elle sera résiliée de plein droit et sans formalité en cas de résiliation du Contrat liant la Société Accueillante et le Prestataire.

Dans cette hypothèse, l'Adhérente sera avertie dans les meilleurs délais.

En outre, conformément aux dispositions du Contrat, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans formalité si bon semble à l'une des parties, en cas de manquement caractérisé à une obligation essentielle de celui-ci.

Une mise en demeure préalable aura du être réalisée, dûment motivée et visant expressément la résiliation.

Elle aura accordé à la partie ayant manqué à ses obligations un délai raisonnable eu égard à la nature de la faute qui lui est reprochée et sera restée en tout ou en partie sans effet pendant ce délai.

Il est précisé que ce délai est de six jours francs en cas :

- d'interruption fautive et non justifiée du service du fait du Prestataire
- de non paiement d'une facture à son échéance.

ARTICLE IX - DEPOT DU CONTRAT

Conformément aux dispositions de l'article 85 bis Annexe III du Code Général des Impôts, le présent contrat sera déposé par le Prestataire dans le délai d'un mois après sa signature auprès des services fiscaux dont dépend chacune des parties, l'Adhérente indique que son centre est situé(adresse).

ARTICLE X - REGLEMENTATION FISCALE

Il est rappelé que le Contrat s'inscrit dans le cadre de la réglementation fiscale en vigueur, qu'en conséquence les définitions de droits et obligations de chacune des parties faites par référence aux conditions posées par l'article 85 bis de l'annexe III du Code Général des Impôts sont déterminantes de l'engagement du Prestataire aux termes des présentes.

Il est rappelé que tout redressement fiscal éventuel, lié à la non application des conditions mises à la charge de l'Adhérente au titre l'article 85 bis de l'annexe III du Code Général des Impôts, sera mis à la charge de la Société Client Adhérente.

En outre, la Société Client Adhérente s'engage à informer régulièrement le Prestataire des prix de repas facturés à ses salariés bénéficiant de la prestation réalisée au self.

ARTICLE XI - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat ou de l'interprétation de ses clauses sera porté devant le Tribunal de Commerce de Paris seul compétent à en connaître.

Fait à
Le

En trois exemplaires originaux

Pour la Société Cliente Adhérente

Pour la Société Accueillante

Pour le PRESTATAIRE

M.
Président

M.
Directeur Régional